

A Londres, la tentation d'un Brexit sans accord reprend vigueur

Royaume-Uni Les conservateurs britanniques disent se préparer à cette éventualité. Pas l'Union européenne.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Les négociations entre Londres et l'Union européenne ont pris une nouvelle tournure depuis une semaine. Le 28 septembre, les deux parties s'étaient quittées à l'issue du quatrième round de négociations après avoir réalisé "un pas en avant décisif", selon les mots utilisés par David Davis, ministre britannique en charge de la sortie de l'Union européenne. Dans les allées du congrès du parti conservateur, la semaine dernière à Manchester, de nombreux élus radicaux ont pourtant exprimé leur mécontentement quant à la stratégie suivie par le gouvernement. "Nous nous préparons à une sortie de l'UE sans accord, ce qui nous permettra de commercer avec elle selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce, avait affirmé sous les applaudissements David Jones, ancien secrétaire d'Etat en charge du Brexit. Il serait bon que le gouvernement le fasse savoir, en particulier pour que l'UE soit au courant que nous ne nous laisserons pas embarquer dans un accord qui ne nous convient pas."

Son propos ressemblait à s'y méprendre au fameux "pas d'accord serait mieux pour le Royaume-Uni qu'un mauvais accord", lancé par la Première ministre Theresa May lors de son premier grand discours sur le Brexit du 18 janvier dernier. Cette déclaration ayant été interprétée comme une menace par les Européens, elle ne l'avait pas répétée, afin de permettre aux négociations de débiter sereinement.

Son emploi avait pourtant été applaudi par l'Australien Alexander Downer. Le ministre des Affaires étrangères australien le plus longtemps en poste (de 1996 à 2007) qualifiait fin juin cette position de "meilleure possible lorsque l'on commence des négociations car elle permet de ne pas être sous pression et de prendre la main". A l'époque, il avait même prévenu ses cousins britanniques de la difficulté à s'entendre avec les Européens. "Je vous trouve très optimiste sur le fait que les Européens verraient la lumière, c'est-à-dire qu'ils finiraient par comprendre qu'un accord commercial est dans l'intérêt de tout le monde. Pour eux, l'UE est plus un projet politique qu'un projet commercial. Nous

nous en sommes rendu compte lors de nos nombreux échanges avec eux. Le gouvernement ferait donc bien d'étudier la possibilité d'un non-accord car ce pourrait vraiment être le résultat des négociations."

Le déroulement chaotique des discussions bruxelloises et la dégradation de l'autorité de Theresa May

sur le plan intérieur, qui a fragilisé son image à l'étranger, ont poussé les dirigeants britanniques à revenir à leur tactique initiale. Moins de vingt-quatre heures après la saillie de David Jones, David Davis a fait savoir que "si le résultat des négociations ne remplit pas les besoins du Royaume-Uni, nous serons prêts pour une alternative [...] Les ministères travaillent donc en ce moment pour que nous soyons prêts à faire face à n'importe quelle conclusion". Le lendemain, Theresa May a pris le même engagement, répété lundi à la Chambre des communes.

"L'Union ne travaille pas sur un scénario d'échec"

A Bruxelles, ce durcissement des positions britanniques inquiète. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a déclaré mardi que "l'UE ne travaille pas sur un tel scénario. Nous négocions de bonne foi". L'Union, a-t-il ajouté, attend "des progrès significatifs d'ici décembre".

Mais d'avertir : "Si les discussions se poursuivent toujours aussi lentement et que des progrès suffisants ne sont pas réalisés, alors, avec nos amis britanniques, nous devons réfléchir à la direction à prendre."

N'est-il déjà pas trop tard, à un an de la date limite fixée par le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier pour espérer régler les problèmes créés par la séparation (droits des citoyens européens outre-Manche et vice-versa, frontière irlandaise, engagements financiers de Londres envers l'UE)? C'est le point de vue de nombreux spécialistes, dont Keir Starmer, responsable du Brexit au sein du Labour. "Nous aimerions signer un accord sur mesure avec l'UE mais nous n'en aurons pas le temps. Il nous faut donc entrer dans l'espace économique européen, ce qui nous permettra d'accéder au marché unique." Une option qui, là aussi, nécessitera de longues négociations.